Sara R. FARRIS, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*

Durham, Duke University Press, 2017, 258 p.

Marta Dell'Aquila

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/57552>

DOI : 10.4000/assr.57552

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020

Pagination : 202-204

ISBN : 978-2-7132-2826-1

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Marta Dell'Aquila, « Sara R. FARRIS, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 192 | octobre-décembre 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 22 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/57552> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.57552>

Ce document a été généré automatiquement le 22 janvier 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Sara R. FARRIS, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*

Durham, Duke University Press, 2017, 258 p.

Marta Dell'Aquila

RÉFÉRENCE

Sara R. FARRIS, *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*, Durham, Duke University Press, 2017, 258 p.

- 1 « Il faut comprendre que dans les circumnavigations de la vie ce qui est brisé plaisant pour les uns peut être tempête fatale pour les autres, tout dépend du tirant d'eau de l'embarcation et de l'état des voiles. » À travers ces mots, l'écrivain portugais José Saramago, dans son livre *La Caverne* (2000, tr. française 2002), racontait l'histoire des bouleversements, émotionnels et matériels, vécus par le potier Cipriano Algor, sa fille Marta et son gendre Marçal, à cause de l'élargissement du centre commercial qui menace leurs affaires familiales.
- 2 Dans son ouvrage *In the Name of Women's Rights. The Rise of Femonationalism*, Sara Farris décrit une situation similaire : la montée de partis nationalistes, dans un scénario européen où l'islamophobie et le ressentiment envers les immigrés sont de plus en plus puissants, a fait émerger une rhétorique dont les discours et les campagnes électorales se fondent sur la menace que ceux-ci représenteraient, en particulier les immigrés musulmans, pour l'égalité de genre et les droits des femmes. Les femmes immigrées, en particulier les femmes musulmanes, sont souvent assignées à la catégorie statique et monolithique de victimes, privées d'agency, et intrinsèquement porteuses de valeurs dites traditionnelles.
- 3 Dans l'introduction, Sara Farris affirme que les partis nationalistes ne sont pas les seuls à considérer l'égalité de genre comme un pilier sur lequel élaborer des « agendas anti-Islam » et des discours émancipateurs aux teintes coloniales. Le recours à l'égalité de genre traverse en effet des groupes sociaux se revendiquant antinationalistes :

féministes, organisations de femmes, néo-libéraux. Afin de présenter la logique politico-économique sous-jacente à ces acteurs interagissant, l'autrice introduit le concept de « fémonationalisme », lequel fait référence à « l'exploitation de thèmes féministes par des nationalistes et des néo-libéraux dans des campagnes anti-Islam ([...] également anti-immigration) et à la participation de certaines féministes et fémocrates à la stigmatisation des hommes musulmans sous la bannière de l'égalité des genres » (p. 4). À travers ses cinq chapitres et l'étude de trois contextes nationaux spécifiques (Pays-Bas, France, Italie), l'ouvrage présente, avec une méthode interdisciplinaire, le déploiement et les applications de ce concept.

- 4 Dans le premier chapitre, « *Figures of Femonationalism* », l'autrice expose la généalogie de la mobilisation de l'égalité de genre au sein de partis nationalistes de droite aux Pays-Bas (Parti pour la liberté), en France (Front National) et en Italie (Ligue du Nord), entre 2010 et 2013, pour renforcer leurs agendas politiques et xénophobes anti-Islam et anti-immigration. Farris montre comment ces partis ont réussi à instrumentaliser l'égalité de genre et à en faire, chacun à sa manière, une « arme puissante dans la campagne contre les migrants musulmans et non occidentaux » (p. 40). La diffusion de sites web xénophobes est un dispositif fort usité dans ce milieu. L'autrice évoque le site parrainé par le Parti pour la liberté néerlandais, où les citoyens pouvaient envoyer leurs plaintes contre les immigrants provenant des nouveaux États membres de l'Union européenne, ou, encore, le site *Tutti i crimini degli immigrati* (Tous les crimes des immigrants), promu par le secrétaire général de la Ligue du Nord, qui recueillait des articles portant sur les crimes, en particulier les viols, perpétrés par des hommes immigrants en Italie. Autre exemple de cette instrumentalisation est la proposition de la création d'un « Ministère de l'immigration et de la laïcité » faite, en 2012, par la présidente du Front National, Marine Le Pen. Ce chapitre montre aussi comment la participation de féministes et d'organisations féministes à cette guerre contre la *misogynie intrinsèque* de la culture islamique ne fait que renforcer une attitude coloniale et eurocentrique revendiquant la supériorité des valeurs occidentales.
- 5 Le chapitre 2, « *Femonationalism is no Populism* », rappelle que les sociologues et les politistes, lors des dernières années, ont considéré le discours en faveur de l'égalité des sexes, avancé par les partis de droite, comme une forme de populisme : « La politique qui dichotomise l'espace politique dans un "nous" (le peuple pur) contre "eux" (l'élite corrompue ou l'étranger) » (p. 57), autrement dit, une politique se définissant par sa forme plutôt que par son contenu. En ce sens, les campagnes anti-Islam et anti-immigration avancées par lesdits partis nationalistes, identifiant l'ennemi commun dans l'« Autre », l'« étranger », le « migrant », le « musulman », participeraient de cette logique populiste. Toutefois, d'après Farris, le concept de populisme – pour la définition duquel l'autrice s'appuie sur Ernesto Laclau (*La raison populiste*) et Carl Schmitt (*La notion de politique*) – ne permet pas d'expliquer l'attachement de ces partis à l'égalité de genre. L'ennemi commun auquel ces partis font référence est, en effet, un ennemi commun au masculin, les femmes musulmanes et les femmes migrantes n'entrant pas dans cette catégorie. Par conséquent, Farris se demande « dans quelles conditions cet ennemi peut-il être divisé en deux camps différents, à savoir un camp masculin et un camp féminin » (p. 64). L'autrice oriente sa réponse vers les théories nationalistes développées au sein du féminisme postcolonial et de la théorie critique de la race (*Critical Race Theory*, CRT), où l'on retrouve, dans cette dernière en particulier, les notions de « sexualisation du racisme » et « racialisation du sexisme » : en attribuant différents stéréotypes aux hommes et femmes étrangers et en faisant du sexisme un

domaine exclusif de l'Autre, ces deux notions expliqueraient et justifieraient davantage l'usage de l'égalité de genre comme instrument de propagande par les partis nationalistes de droite.

- 6 Le chapitre 3, « *Integration Policies and the Institutionalization of Femonationalism* », fait le point sur les politiques et les programmes d'intégration civique pour les immigrés ou, dans le langage de l'Union européenne, les ressortissants de Pays tiers. Ces initiatives ont été promues par certains gouvernements libéraux (Pays-Bas, qui en ont été les pionniers, France et Italie) et soutenues par des partis nationalistes (notamment en Italie) ; l'égalité de genre était l'une des valeurs clés de ces initiatives, malgré l'hétérogénéité de ces programmes : par exemple, en France, ceux-ci sont centralisés et homogènes, alors qu'aux Pays-Bas et en Italie ils sont décentralisés et hétérogènes. Selon l'approche multiculturaliste, telle que celle de Christian Joppke et Yasemin Soysal, l'égalité de genre serait un droit non négociable fixant toute limite du compromis culturel, fruit du nouveau caractère libéral, et donc antinationaliste, des États membres de l'Union européenne (p. 79). Au contraire, Farris soutient que l'inclusion de l'égalité de genre dans ces programmes nationaux, au lieu de l'éliminer, ne fait que renforcer le caractère nationaliste et raciste de la « tournure de l'intégration civique » (p. 79), défini par l'autrice comme un trait intrinsèque du libéralisme : ces programmes seraient alors comme « la forme la plus concrète et la plus insidieuse d'institutionnalisation du fémonationalisme » (p. 82), destinés à *sauver* des femmes racisées par le biais d'un apprentissage idéologique marqué d'un colonialisme et un eurocentrisme civilisateurs.
- 7 Dans le chapitre 4, « *Femonationalism, Neoliberalism, and Social Reproduction* », l'autrice s'arrête sur la relation et les similitudes qui existent entre le féminisme anti-Islam, les nationalistes anti-Islam et anti-immigration, et les politiques néo-libérales, en particulier les politiques portant sur l'intégration et l'émancipation économique des femmes immigrées dans un contexte marqué par le racisme et l'islamophobie. Farris alerte déjà sur une première « contradiction performative radicale » (p. 117) dérivant de l'instrumentalisation de l'égalité de genre par ces acteurs, résultat d'une disjonction entre la théorie, ou le principe politique, et la pratique, ou l'action politique qui devrait en découler : ces acteurs « renforcent les conditions de reproduction, au niveau de la société, de la ségrégation des femmes migrantes musulmanes et non occidentales, des rôles traditionnels de genre, de l'injustice de genre qu'elles prétendent combattre » (p. 118). Autrement dit, ces initiatives ont contribué à perpétrer certains nœuds structurels de l'inégalité, comme la division sexuelle du travail : l'*empowerment* économique dont ces auteurs parleraient en théorie ne ferait, en pratique, que diriger ces femmes vers des travaux domestiques et de *care*, historiquement marqués comme exclusivement féminines. L'autrice propose alors de reconstruire les concepts d'autonomie et d'émancipation économiques d'un point de vue féministe, et de déconstruire la notion téléologique d'émancipation du féminisme occidental : celle-ci, en fait, identifie le travail comme un moment nécessaire du *telos* émancipatoire. Les concepts d'éthique et de travail productifs comme opposés à la reproduction sociale avec ses spécialités de genre méritent d'être déconstruits en raison des changements historiques, socio-économiques et institutionnels survenus au fil des siècles.
- 8 Dans le dernier chapitre, « *The Political Economy of Femonationalism* », l'ouvrage revient sur le concept d'« armée de réserve de travailleurs » élaboré par Karl Marx dans *Le Capital* (livre 1, ch. 25), pour décrire la position des femmes migrantes ou musulmanes

dans l'économie européenne, ainsi que le type de travaux qu'elles exercent, dans la majorité des cas des travaux domestiques et de soin. Ce qui est particulièrement intéressant dans ce chapitre est la description de la manière dont les femmes migrantes, qu'elles soient musulmanes ou, plus largement, non occidentales, sont perçues dans l'imaginaire collectif : des victimes qui doivent être sauvées, rachetées, ou aidées dans leur intégration à la nouvelle société, mais en aucun cas perçues comme un danger économique et politique pour les hommes.

- 9 Pour l'auteur, l'analyse de cette stéréotypisation ne peut pas être comprise seulement comme faisant référence aux rôles sociaux que ces femmes occupent, mais aussi aux rôles économiques qu'elles jouent pour les économies néo-libérales, en prenant en compte certaines dynamiques changeantes, comme la marchandisation du travail domestique et de *care* – qui, même dans sa forme rémunérée, reste le secteur du travail le plus sexué – ou la féminisation et la racialisation des marchés de travail spécifiques. Par exemple, « les mauvaises conditions de travail, les bas salaires et le bas statut, les heures de travail insalubres et la situation souvent irrégulière prévalant dans le secteur domestique et de *care* rendent ce travail peu attrayant pour les femmes non migrantes » (p. 174). Face à ces considérations, l'auteur conclut que la notion la plus appropriée pour décrire la place des femmes migrantes serait celle d'« armée régulière de travailleurs » (p. 173), ce qui, d'un côté, permet aux femmes natives/non-migrantes de quitter le foyer et, de l'autre côté, fait émerger de nouvelles figures professionnelles, comme la *badante* (aide à domicile) en Italie.
- 10 Pour analyser le phénomène du « fémonationalisme », Sara Farris ne s'en tient pas à une simple explication idéologique. Elle propose une analyse multidimensionnelle des dynamiques sociales, politiques et surtout économiques qui caractérisent le processus de globalisation néo-libérale depuis trente ans.